

Soutiens publics au secteur de la pêche dans les pays de l'OCDE : contenu et impacts

7 juillet 2017

En mai dernier, l'OCDE a publié une étude sur les soutiens publics au secteur de la pêche et leurs effets environnementaux pour trente et un pays, dont l'Union européenne dans son ensemble, sur la période 2009-2015. Ce travail revêt un intérêt particulier dans le cadre de la mise en œuvre de l'[Objectif de Développement Durable 14.6](#) de l'ONU et de l'agenda probable [http://www.tresor.economie.gouv.fr/16750_breves-de-lomc-n5-marelle-ou-la-route-de-buenos-aires-1ere-partie – ce lien n'est plus valide] de la 11e Conférence ministérielle de l'OMC qui se déroulera à Buenos-Aires en décembre prochain.

L'étude estime que la valeur totale du soutien public au secteur de la pêche était de 7 milliards en 2015, un montant relativement stable dans le temps. En adaptant la classification des mesures de soutien utilisée par l'OCDE pour l'évaluation des politiques agricoles, elle montre que la majorité de ces soutiens est constituée de transferts aux services d'intérêt général du secteur de la pêche (R&D, infrastructures, gestion des ressources, opérations d'inspection). Leur part dans le total des transferts a augmenté sur la période étudiée, tandis que celle des paiements versés aux pêcheurs à titre individuel (basés sur le revenu, la réduction des capacités de production ou l'utilisation d'intrants) a progressivement diminué. Avec un soutien total légèrement inférieur à 20 % de la valeur des débarquements, la France se positionne au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, mais elle compte toutefois parmi les pays dont la part des paiements versés à titre individuel est la plus faible.

Les auteurs montrent de plus que les subventions dans le secteur peuvent avoir des conséquences négatives en matière de surpêche et de surcapacités de production. Les paiements basés sur l'utilisation d'intrants (équipage, carburant, appâts) ont l'impact le plus important sur l'incitation à l'effort de pêche, tandis que ceux basés sur la formation de capital fixe encouragent davantage la création de capacités de production. Les paiements basés sur le revenu ainsi que les transferts aux services d'intérêt général influencent le moins ces capacités. Des travaux complémentaires doivent être entrepris afin de quantifier ces impacts.

Enfin, la méthode de l'OCDE appliquée au secteur de la pêche ne permet pas d'analyser les impacts des subventions sur le commerce, comme elle le fait en agriculture sur la base de la différence entre prix domestique et mondial : un prix mondial de référence ne peut pas être sélectionné à cause de l'hétérogénéité du marché des ressources halieutiques.

Effets des mesures de soutien

Support type / payment based on...	Effect on observed effort, rank	Effect on capacity, rank	Effect on income, rank	Main beneficiaries
Variable inputs	1	4	5	Input suppliers, fishers
Output	2	2	4	Fishers, input suppliers
Fixed inputs	3	1	2	Incumbents, fishers
Income	4	3	1	Fishers
General Services	5	5	3	Fishers, incumbents

Source: Adapted from Dewbr, et al. (2001); OECD, 2001 and Martin (2011).

Source : OCDE

Raphaël Beaujeu, Centre d'études et de prospective

Source : [OCDE](#)